

Distr.  
LIMITEE

E/C.7/1993/L.3/Add.12  
5 avril 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE DES RESSOURCES NATURELLES  
Première session  
29 mars-8 avril 1993  
Point 16 de l'ordre du jour

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITE SUR LES TRAVAUX  
DE SA PREMIERE SESSION

Projet de rapport

Additif

Rapporteur : M. Denis A. Davis

Mesures prises par le Comité

Prolongements de la Conférence des Nations Unies sur  
l'environnement et le développement dans le domaine  
des ressources en eau

(Point 7 de l'ordre du jour)

A la \_\_\_ séance, le \_\_\_ avril 1993, le Président a fait la déclaration  
suivante au nom du Comité :

Le Comité des ressources naturelles s'intéresse tout particulièrement  
aux réserves de ressources naturelles et à leur gestion rationnelle dans  
l'optique d'un développement durable. A cet égard, il faut notamment  
évaluer la manière dont on peut répondre aux besoins tout en tenant compte  
des autres exigences liées à l'utilisation des terres et à la protection de  
l'environnement. Etant donné l'importance primordiale de l'eau en tant que  
principal vecteur dans le cycle biochimique, une approche écosystémique  
nécessite un inventaire détaillé des données biologiques, en particulier en  
ce qui concerne les pêcheries, les maladies d'origine hydrique,  
l'eutrophisation et les indicateurs biologiques.

Comme on l'a souligné dans Action 21, une approche globale de la  
gestion des ressources en eau et des terres exige une intégration des  
stratégies de mise en valeur des eaux et des sols. Les sols constituent  
également une source de minéraux et une ressource pour les écosystèmes

naturels ainsi que pour l'agriculture. Il semble donc approprié que le Comité des ressources naturelles interprète son mandat comme s'étendant aux liens existant entre les ressources en eau et les sols et à la nécessité d'intégrer les questions relatives à la gestion de ces ressources, et que ces questions soient inscrites à l'ordre du jour des futures réunions du Comité.

Le Comité estime qu'une approche globale implique qu'il faudrait effectuer pour tous les grands bassins hydrographiques et fluviaux, dans une perspective à moyen terme, un diagnostic initial des problèmes relatifs à toutes les utilisations principales des eaux passant par un bassin donné, au-dessus ou en dessous du sol, aux dangers qu'elles posent et aux influences des activités humaines sur ces eaux, y compris une analyse des moyens permettant de résoudre les problèmes cruciaux ainsi que des mesures administratives, financières et législatives voulues, ainsi que des mesures d'incitation qu'il pourrait y avoir lieu de prendre pour résoudre ces problèmes.

Le Comité reconnaît que pour réaliser les objectifs énoncés dans l'Action 21, il faudra définir des mesures prioritaires au niveau national et s'assurer l'appui de la communauté internationale. La réalisation de ces objectifs nécessitera la mobilisation de ressources financières considérables. Le Comité appuie donc l'idée d'octroyer à cette fin des moyens de financement supplémentaires à des conditions favorables.

Se fondant sur l'ASCEND 21, sur les chapitres 31 et 35 d'Action 21 et sur la Déclaration de Paris adoptée lors de la récente Conférence internationale sur l'hydrologie organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Conseil international des unions scientifiques (CIUS) sur le thème "Vers le XXI<sup>e</sup> siècle : besoins en matière de recherche et dans le domaine opérationnel", qui s'est tenue à Paris du 22 au 26 mars 1993, le Comité a souligné la nécessité de renforcer la communication entre la communauté scientifique et technologique d'une part et les décideurs et le public d'autre part. Il recommande que la présentation des résultats des travaux scientifiques soit adaptée aux exigences du processus de décision, afin d'en optimiser les avantages.

Le Comité reconnaît qu'en raison des variations dans les situations locales, il serait impossible de formuler à bref délai des priorités générales pour les activités relatives au chapitre 18 d'Action 21. Toutefois, des mesures immédiates s'imposent compte tenu des taux élevés d'accroissement de la population et de leur incidence sur les ressources en eau et les terres.

Compte tenu des considérations qui précèdent, le Comité recommande :

a) Que le Secrétaire général, en étroite collaboration avec les commissions régionales et en consultation avec les organisations du système des Nations Unies, soit prié de présenter au Comité des ressources naturelles, à sa deuxième session, un rapport d'activité sur les mesures prises par les gouvernements dans chaque région en ce que concerne la mise en valeur et la gestion intégrées des ressources

en eau et sur les problèmes et obstacles auxquels ils se sont heurtés dans ce domaine. Il y aura lieu d'accorder une attention particulière à l'acquisition de connaissances exhaustives grâce à la collecte et à la diffusion de données concernant les normes communes, à l'évaluation des ressources en eau, à la détermination des besoins en eau et des modes d'allocation des ressources en eau, à la gestion intégrée des ressources en eau et des terres pour la production alimentaire et le développement rural, à la gestion des inondations et de la sécheresse, y compris l'analyse des risques et l'évaluation des incidences de ces phénomènes sur l'environnement et la société, aux questions institutionnelles, aux ressources humaines, à la recherche-développement et au transfert des techniques, à la création de capacités et à la formation, à l'allocation des ressources financières ainsi qu'à la sensibilisation et à la participation du public. Le rapport devrait également examiner les questions relatives à la gestion intégrée des terres et des ressources en eau;

b) Que le Secrétaire général établisse un rapport sur les questions institutionnelles et juridiques se rapportant à la gestion intégrée des ressources en eau, en tenant compte des activités des organisations non gouvernementales, telles que l'Association internationale du droit des eaux;

c) Que le Conseil économique et social recommande à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et à l'Organisation météorologique mondiale de prendre les mesures nécessaires en vue de promouvoir un dialogue entre les membres de la communauté scientifique et les décideurs, dans le cadre duquel ces derniers énonceraient les principes directeurs concernant les domaines appropriés de recherche qui leur permettraient d'améliorer la gestion des ressources en eau en vue d'un développement durable, tandis que les scientifiques fourniraient des informations sur les progrès et les possibilités de recherche qui pourraient contribuer à résoudre les problèmes de gestion.

-----